

« Pour un front populaire démocratique » en Afghanistan

samedi 21 août 2010 (Date de rédaction antérieure : février 2009).

Interview de Zoya, militante de l'Association révolutionnaire des femmes afghanes (RAWA).

Fondée en 1977, l'Association révolutionnaire des femmes afghanes (RAWA) est la plus vieille organisation politique active en Afghanistan. Sa « *priorité est l'établissement d'un régime démocratique et laïc* », fondé sur l'autodétermination du peuple afghan et où les droits des femmes seraient reconnus. RAWA mène clandestinement des opérations éducatives sur le terrain. Les militantes sont constamment menacées et agissent donc sous couvert d'action humanitaire. Cependant, RAWA « n'est pas une organisation humanitaire », et ses actions sociales restent subordonnées à des buts politiques.

Dans le cadre d'une tournée de conférences faite en février, AL a pu s'entretenir avec une de ses militantes, Zoya.

Alternative libertaire : Où en est la gauche radicale en Afghanistan ?

Zoya : La situation de la population est extrêmement préoccupante à tous points de vue : la guerre et l'occupation n'ont fait que renforcer la misère économique, sociale et culturelle. Pour les organisations de la gauche radicale comme RAWA, le contexte est très confus car elles doivent lutter contre une alliance objective entre quatre ennemis : les troupes d'occupation émanant d'une coalition de 41 pays étrangers, le gouvernement Karzaï de collaboration avec l'occupant, les barons de la drogue et les deux principales forces intégristes que sont les Talibans et les moudjahidin. Les organisations de résistance sont soumises à des pressions de toutes parts et peu parviennent, comme RAWA, à ne jamais se compromettre avec aucun de ces quatre ennemis du peuple afghan.

Comment analysez-vous le gouvernement Karzaï ?

Zoya : On peut voir le gouvernement Karzaï comme une interface politique entre les armées d'occupation et les potentats locaux (intégristes et barons de la drogue, qui bien souvent sont les mêmes). Depuis le premier jour, ce gouvernement a délaissé la cause du peuple afghan pour se plier aux intérêts des occupants en favorisant le trafic d'armes et de drogue et en instituant le règne de la corruption au cœur du système politique et juridique. Ainsi, le gouvernement gracie systématiquement les coupables de violences contre les femmes [1]. On pourrait faire la même analyse concernant le Parlement ou le système judiciaire.

Comment situez-vous votre combat dans ce contexte ?

Zoya : Notre combat est avant tout celui d'une résistance politique radicale à cette alliance objective. Nous dénonçons le compromis que propose le gouvernement Karzaï aux talibans pour les

intégrer au gouvernement : cela n'apportera pas la paix. Le seul moyen d'avoir la paix est d'avoir la justice ! [...] Nous prônons une forme d'auto-organisation politique seule apte à exprimer les revendications du peuple afghan dans un cadre non violent. Nous militons pour la création d'un front populaire démocratique qui rassemblerait des individus et des organisations démocratiques et anti-fundamentalistes aussi bien en Afghanistan qu'ici en Occident pour soutenir le peuple afghan. C'est très difficile, mais pas impossible !

Parlez-nous de votre action de terrain...

Zoya : L'action politique directe est très dure à mener en Afghanistan même, car elle est très durement réprimée : la fondatrice de RAWA, Meena, a été assassinée par un intégriste en 1987. Cela ne nous empêche pas de diffuser nos publications ou de faire des manifestations dans les camps de réfugiés au Pakistan, puisque les manifestations sont interdites en Afghanistan. D'autre part, nous faisons un travail de justice sociale : nous dispensons des cours de lecture et d'écriture pour lutter contre l'illettrisme, nous créons des orphelinats. Grâce à ce travail d'éducation nous luttons pour la démocratie et contre les préjugés et le fatalisme. On peut noter que RAWA, contrairement à la plupart des organisations humanitaires et politiques, intervient principalement dans les zones rurales, où l'influence des intégristes est bien plus forte qu'à Kaboul.

Propos recueillis par David (AL Alsace) en février 2009

www.rawa.org

[1] Entre-temps le gouvernement afghan a avalisé un projet de loi autorisant le viol conjugal, avant de reculer devant le tollé international.
